AVIS DE L'INTERFÉDÉRATION DE L'AIDE À LA JEUNESSE SUR LE PROJET D'ARRÊTÉ AMO

Objet : avis concernant le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du gouvernement de la communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert (AMO)- 1^{ère} lecture.

1. Des enjeux qui dépassent l'organisation d'un sous secteur

Malgré les conditions défavorables, comme les enseignants, les soignants, les travailleurs sociaux continuent à faire leur travail, si le nouveau texte d'arrêté est voté malgré leur opposition, le travail des services AMO ne s'arrêtera pas.

Il va simplement prendre au fil du temps une coloration qui deviendra indélébile à partir du moment où un nombre suffisant d'anciens travailleurs formés à l'actuel décret auront quitté le secteur. Ce qui nous alarme au premier chef depuis l'automne dernier, c'est de sentir, sous les légères vibrations de texte, les glissements de terrain profonds qui sont en train de s'opérer dans la conception même de l'aide à la jeunesse ; faut-il enlever ses restes à la Communauté Française, abandonner toute politique de prévention éducative ?

Les fédérations patronales des services AMO, réunies en Interfédération, étaient et sont toujours d'accord de participer à un processus d'évaluation du fonctionnement des services qu'elles fédèrent ainsi qu'à une clarification des modalités qui sont à la base de leurs interventions, voire à une meilleure définition de leur place dans le champ de la prévention éducative. Elles n'ont pas demandé une refonte du texte de l'arrêté de 1999.

À ce jour, une telle évaluation n'a toujours pas été menée et les travailleurs de nos services ne voient pas en quoi les modifications actuelles de l'arrêté de 1999, les aideraient à préciser leur champ d'action. Les fédérations patronales sont donc plus que dubitatives devant les modifications proposées, ne sachant pas sur quel diagnostic elles se fondent, ni à quelles attentes concrètes, en termes de politique de l'Aide à la jeunesse, elles répondent.

En effet, les modifications proposées s'appuient principalement sur des rumeurs de «*dérives*» du fonctionnement actuel de certains services.

Elles semblent centrées sur le traitement de la délinquance et la notion de «*danger*».

Elles ajoutent aux violences «*invisibles*» qui sont faites aux jeunes fragilisés. En effet, pour les travailleurs des services AMO, l'aide individuelle n'a de sens que

si elle s'accompagne d'une véritable politique de prévention générale.

À travers ce nouveau texte, l'aide spécialisée semble se réduire à la gestion de situations de crise. La lutte contre les exclusions sociales, contre la marginalisation des jeunes fragilisés est évacuée des buts spécifiques de l'action des AMO ; l'action communautaire des services AMO ne participe plus à la politique de prévention générale proposée par le secteur.

C'est pourquoi, après une première et large consultation auprès des services concernés, l'Interfédération de l'Aide à la jeunesse souhaite réagir sur plusieurs points :

2. Le processus de négociation écourté

Nous estimons que le temps suffisant pour élaborer une évaluation constructive de notre action en relation avec l'évolution de l'ensemble du secteur de l'Aide à la jeunesse n'a pas été accordé. Les modifications de l'arrêté risquent donc d'ajouter à la confusion présente plutôt que de la diminuer.

Les représentants des fédérations patronales regrettent l'urgence avec laquelle les négociations ont été menées ainsi que les hiatus entre le résultat des négociations menées avec le cabinet de l'Aide à la jeunesse et le texte final.

3. Les fondamentaux malmenés

L'aide aux jeunes non mandatée occupe une niche particulière dans l'ensemble du secteur de l'aide à la jeunesse. Elle per-

met de toucher des publics qui n'iraient pas spontanément frapper à la porte d'autres lieux. C'est ce qui fait leur efficacité.

Ce type d'approche demande de pouvoir créer et entretenir des relations de confiance, garanties principalement par le secret professionnel et par l'attitude d'écoute ouverte du travailleur.

Afin d'occuper au mieux cette fonction, en lien avec les autres institutions de l'Aide à la jeunesse et de la Communauté Française, les services AMO sont demandeurs d'une clarification et d'une affirmation de la spécificité de cette identité dans l'environnement local et avant tout d'une réaffirmation de leur rôle au sein de leur secteur ⁽¹⁾.

Malheureusement, et contrairement à ce qui est annoncé dans les considérants, ou même dans les intentions de la note gouvernementale, l'esprit du décret de 1991 ne nous semble pas respecté par les modifications proposées. Elles ne sont donc pas de nature à renforcer les missions et la visibilité des services AMO, ni à clarifier leur cadre d'intervention, dans le sens d'une plus grande cohérence de l'offre du secteur, comme cela avait été annoncé.

Concernant l'**aide individuelle** (article 5), le texte crée la confusion à propos de l'origine des demandes qui peuvent s'adresser à l'AMO et donc à propos du non mandat.

En réalité, on introduit de manière feutrée une véritable révolution copernicienne.

(1) *Nous voudrions citer à ce propos l'intervention d'Abraham Franssen, François De Coninck, Yves Cartuyvels, Maguelone Vignes et Luc Van Campenhoudt, lors du colloque «Les réseaux santé», Bruxelles, 20 mars 2007, à l'initiative de Benoît Cereche, président du collège de la Cocof, La ritournelle du travail en réseau, elle-même inspirée des résultats d'une recherche inter-universitaire présentés dans l'ouvrage : «Aux frontières de la justice. Aux marges du social», De Coninck F, et al, Gent, Story Scientia, 2005 : «La recherche a largement souligné le leurre que représente cette vision du travail en réseau entre des acteurs amenés, parfois forcés, à collaborer : ils ne partagent pas nécessairement les mêmes présupposés, ne poursuivent pas toujours les mêmes finalités, sont régulièrement pris dans des jeux d'instrumentalisation réciproques. De ce point de vue, le réalisme commande de promouvoir, plutôt qu'une approche pseudo-consensuelle qui amène les acteurs (en particulier ceux en position périphérique) à «ruser» toujours plus avec les dispositifs qui leur sont imposés, des modes de coopération conflictuelle respectueux des positions institutionnelles et de l'autonomie de chacun». Elle nous semble faire directement écho à une recherche-action menée avec Abraham Franssen, à l'initiative des AMO bruxelloises «les AMO dans leur environnement», projet de prévention générale, CAAJ de Bruxelles, 2002. On a retenu de cette recherche la description des AMO comme d'un village gaulois, on en a oublié les conclusions qui réclamaient les conditions pour entretenir dans leur environnement proche les modes de coopération conflictuelle qui sont ceux de l'action sociale (concept à la base de la rédaction de l'actuel arrêté).*

La demande d'aide du jeune et de sa famille était au centre de la logique d'intervention de l'AMO.

Les véritables demandeurs sont maintenant, en plus des prescripteurs prévus dans l'ancien texte (conseiller et directeur de l'aide à la jeunesse, instances judiciaires), tous les « organismes » potentiellement en relation avec le jeune et sa famille, ce qui crée une situation surréaliste et ouvre pratiquement la porte à toutes les dérives vers l'aide contrainte (art. 5 §1).

Le terme « demander », appliqué aux nombreux organismes susceptibles d'orienter le jeune vers le service AMO, obligera à une réponse et une justification formelle.

Ceci augmentera inévitablement la charge administrative des services au détriment du travail avec le public. L'Interfédération a longuement insisté lors des négociations pour que le terme « orienter le jeune », plus respectueux de son initiative, utilisé dans la version 1999 de l'arrêté, soit repris lors d'un passage de relais entre services.

Dans le but de formaliser l'aide individuelle, il aurait été plus clair de proposer un protocole précis, en partant de ce qui se pratique déjà positivement.

De plus, on introduit en même temps une notion de « non mise en danger » (art 3, §4), particulièrement floue, comme justification pour poursuivre une aide non consentie.

Ce qui va brouiller d'autant plus la perception que le jeune pouvait avoir du service AMO et donc l'efficacité du type d'aide qu'elle propose.

Un autre recul est enregistré en ce qui concerne l'**application du secret professionnel**, dont la force de loi dépasse celle d'un arrêté, faut-il le rappeler.

Alors qu'auparavant l'accord formel du jeune était nécessaire pour communiquer de l'information quant au suivi d'un jeune. La phrase spécifiant qu' « en aucun cas, le service ne peut, sans l'accord et à la demande formelle du jeune, transmettre à une instance de décision une information, y compris écrite, sur les modalités de l'aide apportée au jeune par le service ou sa situation », a disparu.

Elle précisait des modalités de communication qui permettaient de responsabiliser le jeune quant à sa situation et mettait l'intervenant à sa juste place.

Les nouvelles dispositions de l'arrêté vont ainsi mettre le travailleur en AMO en contradiction avec la loi et le décret, l'obligeant à communiquer des informations que par ailleurs la loi lui demande de taire.

L'obligation de concertation tous azimuts annoncée (Considérants, p. 2), faute de précision du niveau auquel celle-ci devrait avoir lieu, va mettre les services devant l'impossibilité de répondre aux injonctions du nouvel arrêté et rendre inefficace le travail en réseau.

Les services AMO participent à des concertations, chaque fois que cela leur semble avoir du sens, en fonction des sollicitations de leurs publics. Il serait contre-productif de décréter leur participation obligatoire à des concertations locales. Dans certaines régions, elles ne feraient plus que cela, - et avec quel impact ?

Tout en reconnaissant les dysfonctionnements de certains CAAJ, dûs essentiellement au manque de moyens, les services AMO y voient le seul niveau de concertation efficace, à l'intérieur du secteur, et avec d'autres secteurs de la communauté française, enseignement, culture, jeunesse, afin d'y élaborer des priorités en terme de politique de prévention générale.

Ceci touche directement au sens de l'action communautaire des AMO. La phrase qui précisait que l'action communautaire des AMO participe à une politique de prévention générale telle qu'elle a été définie par l'avis 50 du CCAJ a totalement disparu du texte (« participe à une politique d'action contre les mécanismes de marginalisation et d'exclusion sociale du public visé à l'article 2 du présent décret », art. 7§2, arrêté de 1999).

De plus, l'**action communautaire des AMO reposerait maintenant sur un diagnostic social de la zone d'action du service réalisé sur base d'une grille définie par le ministre de tutelle** (art. 9).

Ce diagnostic deviendrait prépondérant pour définir l'action d'une AMO : « le projet pédagogique doit définir les modalités de l'aide spécialisée à partir du diagnostic social prévu à l'art. 9 ». Il devrait être actualisé une fois par an, ce qui pour les petits services demanderait énormément de temps. Il semble important d'élaborer à cette fin un outil utile, performant et praticable par tous afin de mieux cibler et de renforcer les actions.

L'Interfédération de l'Aide à la jeunesse demande à recevoir plus d'information concernant la grille normalisée et souhaite que l'ensemble des travailleurs soit largement associé à son élaboration, avant de continuer à examiner plus avant le projet d'arrêté.

4. Le financement des services

Le projet d'arrêté actuel ne prévoit pas de financement nouveau. Or, le Gouvernement met l'accent sur des modifications de missions et sur l'accentuation des pra-

tiques en réseau. Ceci exigerait l'apport de moyens financiers nouveaux (subvention de personnel et subvention de fonctionnement). Les services doivent actuellement faire face à la précarité croissante vécue par les jeunes et les familles. Le Gouvernement a prévu des moyens nouveaux pour les services en catégorie 1. Pour des frais de fonctionnement, une subvention unique de 6000 €, prise sur le budget de prévention générale, est prévue en 2007. Sans récurrence de cette dernière disposition, il nous semble que le Gouvernement impose des missions sans en donner les moyens, sauf à les enlever ponctuellement au budget global du secteur.

5. En conclusion

Dans un premier temps, les fédérations patronales ne se sont pas inquiétées ; il s'agissait d'un toilettage de texte. Il faut bien constater, malgré les préambules rassurants des représentants de la ministre, que les modifications finales du texte dépassent de loin ce qui a été discuté et avait rencontré un accord, lors des négociations.

- Les dysfonctionnements pointés seront amplifiés par les contradictions internes du texte;
- Les fondements du travail en AMO sont dénaturés, la cohérence du secteur diminuée;
- Plusieurs dispositions imposées sont impraticables techniquement et légalement. Elles placent les travailleurs devant des dilemmes insolubles.

Par conséquent, l'Interfédération de l'Aide à la jeunesse demande que l'arrêté AMO reste actuellement en l'état.

Si des modifications doivent intervenir, l'Interfédération de l'Aide à la Jeunesse demande de pouvoir y inscrire les résultats d'une véritable concertation basée sur un diagnostic dûment établi, non seulement au niveau de la fonction intrasectorielle des services AMO, mais également de la place du secteur de l'Aide à la Jeunesse dans l'ensemble de la politique de prévention comprise comme lutte contre la marginalisation sociale des publics nommés dans le Décret de 1991.

L'Interfédération de l'Aide à la Jeunesse propose de poursuivre et de rendre publique la réflexion entamée sur les enjeux des réorientations en cours.

En 2008, un débat public sera organisé sur les principes fondamentaux qui sous-tendent l'action des AMO et de tout le secteur de l'Aide à la jeunesse, avec un objectif d'ouverture et de cohérence sur base d'une identité claire.